

**Séance du 25 février 2025**  
**Convocation et affichage du 20 février 2025****Nombre de conseillers : 09**  
**Absents : 02 Présents : 07**

L'an Deux mille vingt-cinq et le vingt-cinq du mois de février à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur SARGIER Maurice, Maire.

Présents : SARGIER Maurice – REDON Lionel – MINODIER Jean-Louis – BROLLES Laurent-DEBOST Gilles - GARCIA Ludovic - DUMONT Christiane.

Excusés : CATALANO-DECHANET Lydie – BIEUVELET Jacques.

Pouvoirs : CATALANO-DECHANET Lydie à MINODIER Jean-Louis – BIEUVELET Jacques à REDON Lionel.

Secrétaire : MINODIER Jean-Louis.

**Objet : Plan Local d'urbanisme – Définition des modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°01.**

*Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-45 et L.153-47,*

*Vu le code général des collectivités territoriales,*

*Vu le plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 24 janvier 2017,*

*Vu l'arrêté du Maire n° 2025-11-02-01 en date du 11 février 2025 engageant la modification simplifiée du plan local d'urbanisme,*

Il est exposé ce qui suit :

En vue de la construction d'un local technique, sur la parcelle communale, section C n° 1018, située en zone U du PLU et disposant de tous les réseaux nécessaires, il y a lieu de procéder à une modification simplifiée du PLU.

En effet, compte tenu de la déclivité du terrain assiette du projet, de l'étroitesse du terrain situé hors pente, et afin d'éviter de modifier la structure du terrain par du remblaiement susceptible d'être déstabilisé par des phénomènes de retrait et gonflement des argiles ainsi que des intempéries, il y a lieu d'ajouter une mention spécifique, à l'article U7 du règlement, relative à l'implantation des bâtiments par rapport aux limites séparatives.

En application de l'article L153-47 du cde de l'urbanisme, le conseil Municipal doit définir les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°01.

Les membres du Conseil Municipal sont invités à approuver les modalités suivantes de la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°01 du PLU d'Ozon.

- La durée de la mise à disposition du public est fixée à un mois, du 17 mars au 17 avril 2025 inclus ;
- Le projet de modification, l'exposé des motifs et les avis émis par les personnes publiques associées seront mis à disposition du public :
  - o En Mairie d'Ozon, 195 chemin des écoles, à Ozon, aux jours et horaires d'ouverture.
- Le public pourra formuler ses observations :
  - o En Mairie, sur le registre accompagnant le projet de modification mis à disposition ;
  - o En adressant un courrier à l'attention du Maire d'Ozon, 195 chemin des écoles 07370 OZON ;
- Un avis informera le public de la mise à disposition du public du projet de modification. Cet avis sera publié en caractère apparents huit jours au moins avant le début de la mise à disposition et pendant toute sa durée, par voie d'affichage en mairie, sur Panneau-Pocket ainsi que sur la Gazette trimestrielle.
- Cet avis sera publié via un journal d'annonces.

A l'issue de la mise à disposition du public, Monsieur le Maire présentera le bilan devant le Conseil Municipal qui en délibérera et adoptera, le cas échéant, le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis et observations du public par délibération motivée.

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité et d'informations prévues aux articles R153-21 et R153-22 du code de l'urbanisme.

Après avoir délibéré, le conseil municipal et à 8 voix Pour et 1 Abstention :

- **Approuve** les modalités de mise à disposition du dossier de modification simplifiée n°1 du PLU d'Ozon ;
- **Autorise** le Maire à signer toutes pièces ou documents nécessaires à l'application de ladite délibération.

Pour extrait certifié conforme  
LE MAIRE,  
Maurice SARGIER.



*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois, à compter de la présente publication.*